

Paris, le 16 novembre 2016

A Monsieur, Madame
Candidat(e) à la Présidence de la République

Madame, Monsieur,

Le Pacte civique a été lancé en 2011 par des personnalités et organisations représentant divers courants politiques pour engager **la démarche de changement** nécessaire à la résorption des dettes financière, sociale et écologique et pour **réinventer notre démocratie** afin de mieux affronter les mutations en cours.

Cette démarche transpolitique repose sur l'idée de cultiver fortement, à tous les étages, **les valeurs de créativité, de sobriété, de justice et de fraternité**, dans nos comportements personnels et dans le fonctionnement de nos organisations et de nos institutions et politiques publiques (voir nos 32 orientations et engagements sur le site www.pacte-civique.org).

Les élections présidentielles de 2017 revêtent à nos yeux une importance particulière car notre pays, comme l'Europe et le monde, se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Menaces et espoirs s'entrecroisent, nous enjoignant de porter un **regard nouveau** sur la société et l'action politique.

Dans cet esprit nous souhaitons partager avec vous notre proposition d'une vision et d'axes de réflexion et d'action favorisant **l'invention collective d'un futur désirable pour tous**.

Quelle vision du monde partager ?

La grande nouveauté de ce début de siècle, c'est qu'une « **sortie de route** » de l'humanité à brève échéance s'avère possible : par autodestruction, conflits guerriers incontrôlés, ou désunion face à la menace climatique. Nous sommes devenus **interdépendants**, économiquement, financièrement, culturellement et politiquement. Or cette interdépendance nourrit de **nouveaux conflits** dévastateurs, provoqués par des inégalités plus criantes, par l'exclusion sociale et politique de pans entiers de l'humanité, et par le développement d'idéologies mortifères allant de l'idolâtrie financière à la xénophobie populiste.

Seule une **humanité plus solidaire et plus fraternelle** permettra de faire face à ces défis. Cette disposition d'esprit n'est pas innée. Elle ne peut se développer sans que soit promue **une nouvelle conception du bonheur**, individuel et collectif, qui **ne peut et ne doit plus reposer sur l'accumulation matérielle et la satisfaction de tous les désirs**, mais sur d'autres sources d'inspiration : sobriété heureuse, respect de la nature et de la dignité de la personne, engagement au service du bien commun, volonté de coopération avec l'autre, fût-il différent. L'éducation tout au long de la vie, un ressourcement culturel et, osons le mot, éthique et **spirituel**, irrigueront cette vision.

Bien sûr, pour nous permettre de **vivre ensemble malgré notre diversité**, la réduction de toutes les inégalités et la lutte contre les discriminations sont essentielles. Mais au-delà, nous avons besoin de partager un langage et des références communes ainsi qu'une **vision** d'un « sublime » qui nous dépasse, nous motive, transcende nos différences, et donne sens à nos efforts face aux défis qui nous assaillent. S'il faut lui donner un nom, c'est celui de **fraternité que nous choisissons**, car elle est un moteur pour transformer nos relations individuelles et collectives et un principe régulateur de l'action politique. **Elle englobe la solidarité**, la fonde et lui donne sens, et la dépasse en l'inscrivant dans une vision anthropologique, morale et spirituelle.

Hors sujet, nous direz-vous ? Au contraire, nous pensons que cette campagne électorale doit favoriser les **échanges entre citoyens et monde politique** sur notre vision du monde, et que les valeurs partagées et incarnées constituent un socle fondamental pour **réussir notre mutation démocratique**. De même, la solidité du système de valeurs des candidats et la cohérence de leurs comportements constituent pour les électeurs un critère de choix décisif.

Réussir notre mutation démocratique

Les français aspirent à une démocratie plus citoyenne et plus exemplaire, adaptée à la fois au contexte préoccupant et à la révolution numérique. Au-delà d'un droit de vote exercé par des « *majorités silencieuses* », les citoyens veulent maintenant non seulement un droit à l'écoute et à la parole, mais une démocratie renouvelée où ils prendront toute leur place. Pour passer à un nouveau monde politique adapté à notre siècle vous devez déterminer avec les français quelle **mutation démocratique est à conduire pour redonner confiance en la politique**. C'est à cette question que nous souhaitons réfléchir avec vous.

Soyons déjà clairs sur ce qui constitue pour nous **l'essence de la démocratie** : Il faut aller bien au-delà du suffrage universel : « *Le cœur de la démocratie n'est pas le vote, mais la délibération, par laquelle nous apprenons les uns des autres¹* ». **La délibération** s'enrichit de la diversité, favorise la rationalité et facilite la coopération. Elle suppose des comportements et des méthodes adaptés, ce qu'il est convenu d'appeler **l'éthique du débat**. Elle favorise la recherche de **compromis**.

La reconstruction de notre modèle démocratique repose sur l'amélioration de l'exercice par les élus et par les citoyens de leurs parts de pouvoir et de responsabilités, d'où l'importance **de changer de modèle démocratique** pour rendre les rapports citoyens/élus plus interactifs et plus constructifs.

La réussite de notre mutation démocratique repose sur trois changements à conduire avec continuité :

- passer d'une délégation excessive du pouvoir aux élus à des **interactions constructives** élus-citoyens dans un cadre de responsabilités clarifiées pour *un nouvel équilibre entre eux*.
- passer d'une démocratie occasionnelle de l'élection à une démocratie **continue** et interactive dans laquelle *les citoyens participeraient à l'élaboration des décisions, au suivi/contrôle de leur mise en œuvre ainsi qu'à la préparation et à l'évaluation des politiques publiques*.
- passer d'une compétition pour conquérir et confisquer le pouvoir à une **coopération** pour le bien commun, grâce à de *nouvelles synergies entre démocratie charismatique et démocratie de service*

Cette mutation démocratique nécessite pour réussir des **efforts à conduire** dans les domaines suivants :

- le *choix des candidats* aux élections doit provenir de processus de promotion par leurs concitoyens de militants exemplaires et de personnalités authentiques.
- une *mise en scène et en chaîne d'expérimentations* conduites par des citoyens ou par des élus avec leurs électeurs, dans tous les territoires concernés, à l'occasion de préparations participatives de lois et de politiques. Il faudra évaluer ces expériences et initiatives par référence à des méthodologies d'analyse de la qualité démocratique et grâce à *une mise en place d'approches, d'outils et de méthodes démocratiques* adaptés. Il faudra appuyer les formations d'animateurs, de médiateurs, de formateurs pour qu'ils maîtrisent ce travail.
- *une promotion de l'éducation populaire et civique* depuis l'école jusque sur le terrain, sans oublier là aussi de partager les expériences et de les évaluer.
- *une réflexion sur les valeurs et les principes*, conduisant à bien définir les mots employés et les concepts proposés.

¹ Hervé Kempf, *L'oligarchie, ça suffit, vive la démocratie*, 2011, Seuil

- la mise en application par les dirigeants politiques locaux, nationaux et européens d'un *art de gouverner* consistant à choisir, pour chaque réforme, la méthode la mieux adaptée pour mobiliser les acteurs concernés et trouver le meilleur compromis possible, conforme à l'intérêt général.

La réforme institutionnelle faisant partie intégrante des enjeux électoraux de 2017, une façon de la préparer pourrait être l'organisation **d'Etats Généraux de la Démocratie**, ce qui permettrait de faire dialoguer le personnel politique et la société civile organisée. Les lignes de force dégagées pourraient alors être soumises, pour avis et compléments, à des conventions de citoyens.

Comme **réformes significatives** à examiner, nous proposons :

- la création d'une Chambre citoyenne (x citoyens tirés au sort) qui délibère sur des sujets jugés prioritaires par les citoyens et qui pourra exiger une consultation par référendum si son avis n'est pas pris en compte.
- le renforcement des règles de non cumul de mandats et de transparence des relations avec les lobbys ;
- la refondation des services publics pour les rendre plus humains, plus efficaces et plus interactifs, en utilisant notamment les dispositifs d'engagement comme le service civique, la réserve citoyenne, etc.

Alors que 72% des français considèrent notre démocratie en danger, tout candidat à la présidence de la République doit **mettre en priorité dans sa campagne la question de la mutation démocratique à réussir avec ses concitoyens**, en s'inspirant des innombrables initiatives citoyennes et des multiples propositions de la société civile.

A vous de ne plus avoir peur de partager le pouvoir avec le peuple car il n'y a pas de question importante que les citoyens ne puissent comprendre. A vous d'accompagner les efforts d'appropriation, d'élaboration et d'implication citoyennes. A vous d'oser enfin sortir de l'impuissance croissante de la fonction présidentielle en faisant le **pari d'une démocratie continue d'exercice citoyen**.

Un projet politique pour relever les défis

Le Pacte civique n'a pas pour vocation de proposer un programme politique « clé en mains », ni d'intervenir comme expert sur des thématiques particulières. Mais **certaines priorités sont incontournables** : l'adaptation de nos **institutions** à la mutation démocratique évoquée ici, la relance du **projet européen**, l'accueil des **migrants**, la mobilisation contre le **chômage**, et la transition **écologique**. Vous trouverez en annexe, résumées, nos propositions et nos exigences sur ces thèmes.

Nous espérons que ces axes de réflexion et d'action vous ont intéressé(e). L'ensemble fera l'objet, en début d'année 2017, d'un livre qui développe nos réflexions.

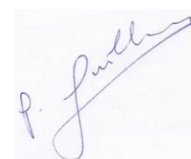
Nous souhaitons vivement recevoir vos commentaires, favorables ou critiques, que nous diffuserons, bien sûr, dans nos réseaux. Nous sommes à votre disposition pour une rencontre de vive voix si vous le souhaitez.

Nous vous présentons nos salutations les plus respectueuses.

Pour le Collectif Pacte civique, ses coordonnateurs,

Jean-Baptiste de Foucauld

Pierre Guillaume

Collectif Pacte Civique

250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris

Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - <http://www.pacte-civique.org>

Notre contribution à un projet politique porteur d'espérance (Propositions et exigences)

Elles sont ici résumées à grands traits. Des développements plus complets seront inclus dans le livre qui paraîtra début 2017. Nous sommes également disposés à vous les commenter de vive voix.

Adapter nos institutions

Pour accompagner le changement de paradigme démocratique que nous venons de décrire, nos **institutions** doivent être revisitées : aux changements de pratique des citoyens et de leurs représentants doivent répondre de **nouvelles institutions redistribuant mieux les pouvoirs** : dé-professionnaliser la fonction politique et la rendre accessible à toutes les catégories de la population, donner la parole au « *peuple concret* » par de nouvelles assemblées constituées par tirage au sort, rééquilibrer les pouvoirs exécutif et législatif, favoriser la construction de compromis en donnant plus de place au scrutin proportionnel, développer l'évaluation et le contrôle, instituer une vraie « initiative citoyenne », tels sont les objectifs d'une réforme institutionnelle à conduire **pendant le prochain quinquennat**.

Redonner du souffle au projet européen

Le **projet européen** est en grave danger. Soumise à des forces centrifuges, souvent desservie par des dirigeants peu civiques qui lui font porter la responsabilité des décisions difficiles, insuffisamment réactive dans un monde qui bouge vite, l'UE intervient pourtant de manière positive dans notre vie quotidienne et devient de plus en plus irremplaçable !

Comment lui redonner des couleurs ? Elle doit d'abord développer des projets mobilisateurs concrets, notamment étendre le programme Erasmus à l'ensemble des jeunes en formation et mettre en œuvre une véritable politique commune de recherche/innovation.

Elle doit aussi devenir un acteur majeur du monde en construction et développer à cet effet des politiques, en particulier dans trois domaines : une croissance économique raisonnable et raisonnée, une véritable politique étrangère et de sécurité commune, la redéfinition d'une politique migratoire.

En matière institutionnelle, toutes les possibilités de renforcer les actions communautaires sans modification des traités doivent être exploitées, en particulier au niveau de la zone euro. Ce qui n'empêche pas de **lancer un débat d'un type nouveau** sur les institutions de l'Europe du futur, à l'intérieur des institutions et auprès des citoyens, en utilisant toutes les ressources du numérique dans le cadre d'une **grande plateforme de débats animée par un groupe de personnalités reconnues**.

Accueillir les migrants

Nous avons pleinement conscience de la complexité du problème et de l'inefficacité de positions de principe faisant fi des réalités et des difficultés. Mais ne baissons pas les bras pour autant ! Face au défi sans précédent de l'afflux de réfugiés et de migrants, l'Union européenne doit, en s'appuyant sur les engagements solidaires de la société civile et en luttant avec courage contre les réflexes de peur attisés par les mouvements populistes, adopter une vraie **stratégie** dans la durée, conforme à ses valeurs : contribuer à une meilleure organisation internationale des migrations, maintenir l'esprit des accords de Schengen sur la libre circulation, adopter un budget spécial pour la coopération, l'accueil et l'intégration des réfugiés (à l'image du FEDER),

mettre en place un système permanent de relocalisation des migrants, coordonner les politiques d'accompagnement et de soutien.

Au plan français, les **déficiences** sont multiples. Citons notamment l'application restrictive du droit d'asile, la multiplication de « sans papiers » exclus de la vie sociale et de l'emploi, les multiples discriminations qui s'opposent à l'**intégration** des populations immigrées, l'absence d'une politique structurée de mixité sociale. Sont aussi à interroger nos conceptions de la **laïcité** face aux problèmes nouveaux posés par l'évolution de l'islam. Enfin, une **pédagogie de la diversité**, constitutive d'une identité ouverte et toujours en construction, est à promouvoir dans le système éducatif.

Sur toutes ces questions difficiles, il importe, dans un esprit de fraternité, **d'ouvrir le débat**, de faire dialoguer les Français des beaux quartiers et ceux des cités, de rechercher des solutions multi-partisanes.

Se mobiliser contre le chômage




Notre pays s'enfoncé dans un chômage de masse qui le ronge, mais contre lequel il ne parvient pas, contrairement à d'autres, à se mobiliser et à s'organiser. Plusieurs raisons expliquent cet échec : un système de relations sociales déficient, des choix politiques manquant de cohérence, la multiplication de mesures et de règlements, au détriment d'une démarche systémique. Plus largement, l'ensemble du corps social est défaillant, mû par un certain défaitisme (« *on a tout essayé* ») ou trop souvent par une acceptation implicite de cet état de choses.

C'est donc **l'ensemble de la société qu'il faut mobiliser**, en commençant par changer de regard sur les chômeurs, sur leurs souffrances et leurs besoins ; en responsabilisant les entreprises, les syndicats et les administrations, en ouvrant largement les portes de l'expérimentation, notamment en matière de nouvelles formes de travail, et en marquant la **solidarité nationale** par des mesures concrètes². La mutation démocratique passe aussi par la réouverture, sous de nouvelles formes, du **débat sur le temps de travail et les temps de vie**, et **l'association des demandeurs d'emploi** à la définition, l'évaluation et l'adaptation des politiques qui les concernent.

La première étape indispensable, à enclencher dès le début du quinquennat, est la convocation **d'Etats généraux du chômage et de l'emploi**, réunissant toutes les parties concernées et, en premier lieu, les organisations qui représentent et soutiennent les demandeurs d'emploi.

Mettre en œuvre la transition écologique

Nous faisons confiance aux ONG très compétentes qui agissent dans ce domaine pour développer de nombreux aspects de cette transition tels que la fiscalité verte ou l'évolution de l'agriculture. Nous nous contenterons, pour notre part, de poser trois exigences :

-  s'appuyer sur la loi de 2015, relative à la *transition énergétique pour une croissance verte* ;
-  organiser un vaste débat public sur l'avenir de l'industrie nucléaire et le mix énergétique français ;
-  utiliser la fiscalité pour promouvoir l'économie verte et réduire la consommation d'énergies fossiles ;

De manière plus générale, la transition écologique ne doit plus constituer un domaine à part, réservé au ministère de l'environnement et à ses services, mais bien devenir **le fil conducteur** des politiques publiques, orientant et faisant converger l'ensemble de l'action gouvernementale.

² Par exemple, l'élargissement du périmètre de l'assurance-chômage aux fonctionnaires, ou l'affectation prioritaire aux demandeurs d'emploi des moyens de la formation continue.